

Belgique – Coordonnateur Article 7

Intervention Standing Committee on Status and implementation – Friday 29

29.5.2009

Depuis le début de la semaine, le nombre de rapports annuels reçus est passé de 70 à 77 et j'en remercie les Etats Parties.

Toutefois, avec un taux de rapportage de 50%, il nous reste une marge de progrès importante. Un état détaillé de la situation vous sera remis ce matin.

Lors de la 1^e REVCON en 2004 nous avons atteint un taux de 81%, un record que nous invitons tous les Etats parties à battre cette année à l'occasion de la 2^e Conférence d'examen.

C'est dans ce contexte que le « Groupe de Contact art. 7 a réuni, avant-hier, des représentants des Etats parties, de la Commission européenne, des ONG et des organisations internationales (UNMAS, CICR), ainsi que de l'Unité d'appui.

Les participants ont convenu d'activer leurs réseaux de contacts respectifs en vue d'approcher les Etats dont le rapport annuel est manquant, et pour les inciter à remplir leur obligation de rapportage dans les meilleurs délais. Si nécessaire, une assistance technique financée par l'Union européenne pourra leur être proposée.

Le Groupe de contact prie par ailleurs le Président en exercice ainsi que le Président désigné de continuer à soulever la question du rapportage à l'occasion de ses contacts avec les Etats concernés.

Le Groupe de contact saisira également l'occasion des séminaires régionaux qui seront organisés avec le soutien de l'UE, à Dushanbé, Prétoria et Tirana, pour souligner l'importance des mesures de transparence.

La session annuelle 1^e Commission à NY et de la réunion des Etats parties à la CIAC (CCW) sera pour nous une autre occasion d'approcher les délégations des Etats concernés.

J'ai pu, avec l'aimable soutien de Mme Delfolie de l'Unité d'appui, nouer des contacts utiles lors de la présente réunion, et marquer quelques progrès. Je remercie les délégations concernées de l'accueil qu'elles ont bien voulu réserver à nos démarches.

D'ici la Conférence de Cartagène, je faciliterai l'échange d'informations entre les membres du Groupe de contact sur leurs démarches et progrès respectifs.

J'aimerais également signaler qu'une ONG présente à notre réunion a exprimé le souhait que le formulaire J puisse prendre en compte la distinction entre homme et femme.

En conclusion, permettez-moi de lancer un appel à l'ensemble des Etats parties et des collègues présents dans la salle, et de les inviter à participer à l'effort collectif, soit en assurant la prompte remise de leur rapport national, soit en contribuant activement à notre campagne de sensibilisation et d'assistance. //